



1
2022

NEWS | FLASH

SOMMAIRE

EDITORIAL

Un bon départ !

2

2

L'ASSOCIATION CENTRALE

Rencontre avec la Conférence suisse des
impôts

3

3

La déclaration des salaires à la Suva

4

Oui à l'introduction des juristes d'entreprises

5

Seminar zur Lohnvergleichsanalyse

7

Umfrage zur Automatisierung von Finanzprozessen
in Treuhandunternehmen

8

LES SECTIONS

9

Sektion Zürich

10

LES ÉCOLES

11

STS — Treuhandrelevante Neuerungen 2022

11

BUSINESS PARTNER

12

Schulthess Forum Erbrecht 2022

12

UN BON DÉPART !



Chères membres, chers membres,

J'espère que vous avez bien commencé la nouvelle année - je profite de cette occasion pour vous souhaiter mes meilleurs vœux pour 2022 !

L'agenda de FIDUCIAIRE|SUISSE contient déjà différentes dates. Ainsi, des représentants de FIDUCIAIRE|SUISSE rencontreront la Conférence suisse des impôts le 8 février 2022. Lors de cette réunion, nous aurons l'occasion de faire part de nos préoccupations. Nous nous engagerons par exemple pour la numérisation complète de la déclaration d'impôt dans tous les cantons. Avez-vous d'autres sujets à nous soumettre ? Si oui, n'hésitez pas à nous contacter par e-mail (info@fiduciaire-suisse.ch) ou par téléphone (031 380 64 30).

Je suis très heureuse que mon intervention « tenue des comptes numérique » ait porté ses fruits. La Commission des affaires juridiques du Conseil national a décidé à

l'unanimité de déposer une motion (22.3004) visant à faciliter la tenue numérique des comptes. Par cette motion, le Conseil fédéral est chargé d'adapter l'ordonnance concernant la tenue et la conservation des livres de comptes et d'autres actes pertinents, afin que les documents puissent être conservés sur des supports de données modifiables sans signature électronique ou dispositifs semblables, pour autant que l'authenticité et l'intégrité des données puisse être établi en vertu des principes de régularité de la comptabilité prévus aux art. 957 ss CO.

Avec le premier numéro de NEWS|FLASH de l'année 2022, nous pouvons de nouveau vous présenter de nombreuses possibilités de formation continue passionnantes. Le populaire REIHE|WISSEN de la section Zurich débute ce mois. Il est encore possible d'y participer spontanément. Grâce à REIHE|WISSEN, vous pouvez planifier votre programme de formation continue pour toute l'année en un seul clic. Vous trouvez également dans cette édition de plus amples informations sur l'offre de la STS: lors du congrès FIDUCIAIRE|TAKEOFF et du séminaire Covid-19-cas difficiles et crédits, vous obtiendrez des informations techniques actuelles et pertinentes concernant les comptes annuels et la révision. De plus, le séminaire en ligne sur la vérification de l'analyse de l'égalité salariale dans les entreprises, créé par veb.ch en collaboration avec FIDUCIAIRE|SUISSE, aura lieu le 8 avril 2022. Enfin, vous trouverez des informations sur le Forum Schulthess sur le droit des successions 2022.

Je vous souhaite une lecture passionnante ainsi que tous mes vœux de bonheur et de réussite pour 2022.

Daniela Schneeberger, Présidente

RENCONTRE AVEC LA CONFÉRENCE SUISSE DES IMPÔTS

Comment pouvons-nous vous soutenir ?



Des représentants de FIDUCIAIRE|SUISSE rencontreront la Conférence suisse des impôts (CSI) le 8 février 2022. Lors de cette réunion, nous aurons l'occasion de faire part de nos préoccupations. Nous nous engagerons par exemple pour la numérisation complète de la déclaration d'impôt (jusqu'au processus de validation) dans tous les

cantons. Avez-vous d'autres sujets à nous soumettre ? Si oui, n'hésitez pas à nous contacter par e-mail (info@fiduciairesuisse.ch) ou par téléphone (031 380 64 30) jusqu'au 21 janvier 2022. Nous nous réjouissons de recevoir vos suggestions !

FIDUCIAIRE|SUISSE

Monbijoustrasse 20

Case postale

3001 Berne

Téléphone: 031 380 64 30 | Fax: 031 380 64 31

info@fiduciairesuisse.ch

www.fiduciairesuisse.ch

LA DÉCLARATION DES SALAIRES À LA SUVA

Les entreprises assurées à la Suva sont invitées à déclarer la masse salariale pour la police d'assurance LAA d'ici au 31 janvier 2022.



Veuillez noter que la transmission de la déclaration des salaires à la Suva n'est désormais possible qu'à partir d'un logiciel de comptabilité salariale certifié Swissdec ou via le portail clients. L'option de la déclaration des salaires via un formulaire PDF a été abandonnée. Pourquoi en est-il ainsi, c'est ce que la Suva explique dans [cette FAQ](#).

Si vous n'utilisez pas un système de comptabilité salariale certifié Swissdec, vous devez impérativement vous procurer la lettre «Demande de déclaration des salaires» de l'entreprise et suivre les instructions. Les entreprises ont reçu cette lettre en décembre dernier.

Nous vous conseillons également de regarder la vidéo explicative concernant la déclaration des salaires:

- [Inscription à la déclaration de salaires](#)
- [Établir et envoyer la déclaration de salaires](#)
- [Transférer les personnes et les masses salariales de votre propre liste](#)

Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet sur la page web [Déclaration de salaires](#) de la Suva.

En cas d'incertitudes, veuillez vous adresser à votre agence Suva: vous pouvez joindre les agences jours ouvrables de 8h00 à 17h00.

FIDUCIAIRE|SUISSE

Monbijoustrasse 20

Case postale

3001 Berne

Téléphone: 031 380 64 30 | Fax: 031 380 64 31

info@fiduciairesuisse.ch

www.fiduciairesuisse.ch

OUI À L'INTRODUCTION DES JURISTES D'ENTREPRISES

La Commission des affaires juridiques du Conseil national a débattu de différentes affaires concernant les fiduciaires.



A sa séance la commission a poursuivi la discussion par article concernant la révision du code de procédure civile (20.026). Elle a ainsi décidé de suivre le Conseil des Etats et de prévoir des dispositions concernant les « juristes d'entreprise ». La commission est également d'avis que les cantons doivent pouvoir bénéficier de plus de liberté concernant l'usage d'autres langues lors de procédures devant les tribunaux. Aux yeux de la commission, des mesures provisionnelles à l'encontre de médias pourront être demandées lorsque l'atteinte est grave.

A l'instar du Conseil des Etats et du Conseil fédéral, la commission reconnaît la nécessité de prévoir des dispositions ayant trait aux juristes d'entreprise. Elle a cependant décidé par 14 voix contre 10 et 1 abstention de modifier la version du Conseil des Etats. Elle a ainsi notamment décidé de supprimer l'exigence de réciprocité introduite par le Conseil des Etats. Une première minorité propose de refuser l'introduction d'une nouvelle règle. Une deuxième minorité quant à elle propose d'en rester à la version du Conseil fédéral.

Dans son projet, le Conseil fédéral avait introduit une nouvelle compétence permettant aux cantons de prévoir dans le droit cantonal qu'une autre langue nationale ou l'anglais puissent être utilisés si toutes les parties en font

la demande. Le Conseil des Etats avait cependant rejeté cette possibilité. La commission propose par 16 voix contre 9 de procéder à une distinction claire entre l'utilisation d'une autre langue nationale et de l'anglais en fonction du litige concerné. Elle a ainsi décidé de limiter l'usage de l'anglais aux litiges dits commerciaux. Une minorité propose de suivre le Conseil des Etats et de ne pas permettre le recours à d'autres langues.

La commission est d'avis que les dispositions permettant le recours à des moyens électroniques de transmission du son et de l'image doivent être inscrites durablement dans le code de procédure civile. Ces dispositions ont été proposées par le Conseil fédéral dans le cadre des mesures prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Ces dispositions ont cependant été précisées par le Conseil des Etats. La commission a décidé d'adopter, sans opposition, ces précisions.

La commission propose par 12 voix contre 10 et 3 abstentions de suivre le Conseil des Etats et de faciliter le recours aux mesures provisionnelles à l'encontre d'un média. Le Conseil des Etats avait décidé lors de la session d'été 2021, qu'une atteinte grave devait être prouvée et non plus une atteinte particulièrement grave. La commission est d'avis, comme le Conseil des Etats, que la disposition actuelle est trop restrictive et crée un déséquilibre entre le citoyen et le média en question.

Une première minorité propose d'en rester au droit en vigueur. Une deuxième minorité propose une atténuation de la condition de la justification de l'atteinte en biffant le terme « manifeste ». En parallèle, la commission a adopté à l'unanimité une proposition pour un postulat de commission chargeant le Conseil fédéral d'examiner des possibilités de mise en œuvre d'un service de piquet des

tribunaux afin d'en garantir l'accès en cas d'atteinte à la personnalité, et en particulier aux mesures superprovisionnelles (22.3002). Par 19 voix contre 4 et 2 abstentions, la commission a également adopté une proposition de motion de commission allant dans la même direction (22.3003).

Faillites abusives: élimination des divergences

La commission a procédé à l'élimination des divergences relatives à la loi fédérale sur la lutte contre l'usage abusif de la faillite (19.043). Par 14 voix contre 10 et 1 abstention, elle a dissipé la dernière divergence de fond et s'est ralliée au Conseil des États en ce qui concerne la poursuite par voie de faillite pour les prétentions résultant de contrats de droit public. L'État doit désormais impérativement poursuivre par voie de faillite tout débiteur qui peut l'être (art. 43 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite). La commission entend ainsi éviter que des entreprises insolvable restent sur le marché et puissent causer du tort à leurs partenaires commerciaux. Une minorité propose à son conseil d'adopter le projet du Conseil fédéral, qui donne aux créanciers la possibilité d'opter soit pour la voie de la saisie, soit pour la voie de la faillite, s'agissant de la continuation de la poursuite pour les prétentions résultant des contrats de droit public.

Possibilité de ne pas communiquer les inscriptions dans le registre des poursuites

La commission a réagi à divers arrêts du Tribunal fédéral et en a conclu qu'il convient de préciser la réglementation concernant la possibilité de ne pas communiquer les inscriptions dans le registre des poursuites (art. 8a LP), qui donne suite à l'initiative Abate (09.530). Souhaitant exprimer sans ambiguïté la volonté du législateur, elle a décidé à l'unanimité de déposer deux initiatives.

La première (22.400) vise à établir clairement que la personne poursuivie peut, également après l'échéance du délai d'une année, demander que l'inscription dans le registre des poursuites ne soit pas communiquée. La deuxième (22.401) prévoit que la participation du créancier à une procédure de mainlevée constitue une raison de ne pas communiquer une inscription dans le registre des poursuites.

La commission entend faciliter la numérisation de la comptabilité

La commission a décidé à l'unanimité de déposer une motion (22.3004) qui vise à faciliter la numérisation de la comptabilité. La motion charge le Conseil fédéral de modifier l'ordonnance concernant la tenue et la conservation des livres de comptes et d'autres actes pertinents afin qu'il soit possible de conserver des documents sans signature numérique sur des supports de données modifiables, à condition de pouvoir fournir la preuve de l'origine des documents et de l'intégrité des principes de régularité de la comptabilité conformément à l'art. 957ss CO. L'utilisation d'une signature numérique ou de tout autre procédé similaire doit être facultatif.

FIDUCIAIRE|SUISSE

Monbijoustrasse 20

Case postale

3001 Berne

Téléphone: 031 380 64 30 | Fax: 031 380 64 31

info@fiduciairesuisse.ch

www.fiduciairesuisse.ch

SEMINAR ZUR LOHNGLEICHHEITSANALYSE

Am 8. April 2022 findet das von veb.ch zusammen mit TREUHAND|SUISSE ins Leben gerufene Online-Seminar zur Überprüfung der Lohngleichheitsanalyse in Unternehmen statt.



Das Seminar richtet sich vor allem an Leitende Revisorinnen und Revisoren, d. h. an Personen mit Zulassung bei der Eidg. Revisionsaufsichtsbehörde, die beabsichtigen, Überprüfungen von Lohngleichheitsanalysen nach dem Gleichstellungsgesetz durchzuführen. Auch sind Vertreterinnen und Vertreter von Gleichstellungsorganisationen, Arbeitnehmervertretungen nach Mitwirkungsgesetz und HR-Verantwortliche angesprochen. Unternehmen ohne professionelles HR sind sich in der Regel nicht bewusst, dass das GIG auch sie betrifft. Teilnehmer*innen des Seminars können Unternehmen für das Thema sensibilisieren und kompetent beraten.

Folgende Themenschwerpunkte zur Überprüfung der Lohngleichheitsanalyse werden besprochen:

- Welche Rolle spielt die Wesentlichkeit bei der Prüfung?
- Wann gilt die Lohngleichheit als erfüllt?

- Kann dieselbe Revisionsstelle bei der Lohngleichheitsanalyse mitwirken und diese dann auch überprüfen?
- Wie funktioniert die vom Bund gratis zur Verfügung gestellt Software Logib?
- Die Analyse gemäss Logib muss für einen sog. Referenzmonat durchgeführt werden. Was ist darunter zu verstehen?

Das webinar wurde zudem mit offline Videosequenzen ergänzt, welche die Problematik der Gleichstellung aufzeigten. Diese Videosequenzen konnten die Teilnehmer*innen nach dem webinar, unabhängig von Zeit und Raum, anschauen.

Link zur Anmeldung: veb.ch | [Ihr gewählter Kurs im Detail](#)

veb.ch
Talacker 34
8001 Zürich
Telefon: 043 336 50 30
info@veb.ch
www.veb.ch

UMFRAGE ZUR AUTOMATISIERUNG VON FINANZ-PROZESSEN IN TREUHANDUNTERNEHMEN

Gerne laden wir Sie ein bei der Umfrage zur Automatisierung von Finanzprozessen in Treuhandunternehmen teilzunehmen.



Die Umfrage findet im Rahmen der Masterarbeit von Manuel Süess, Student der Wirtschaftsinformatik an der Hochschule Luzern, statt. Sie hat das Ziel, den aktuellen Stand der Automatisierung von Finanzprozessen in Treuhandunternehmen abzuholen und Verbesserungspotenziale zu evaluieren. Die Umfrage richtet sich an Menschen, die für ein Treuhandunternehmen tätig

sind. Von Partnern und Partnerinnen bis hin zu Sachbearbeitern und Sachbearbeiterinnen. Das Ausfüllen dauert 5-10 Minuten. Alle Angaben erfolgen anonym.

Link zur Umfrage:

<https://forms.office.com/r/5QGUmLzrMH>

Herzlichen Dank für Ihre Teilnahme.

FIDUCIAIRE|SUISSE

Monbijoustrasse 20

Case postale

3001 Berne

Téléphone: 031 380 64 30 | Fax: 031 380 64 31

info@fiduciairesuisse.ch

www.fiduciairesuisse.ch

ANCRÉ LOCALEMENT, FORT NATIONALEMENT



- **BASEL NORDWESTSCHWEIZ**
111 membres | treuhandsuisse-bs.ch

- **BEJUNE**
49 membres | treuhandsuisse-bejune.ch

- **BERN**
219 membres | treuhandsuisse-be.ch

- **FRIBOURG**
59 membres | fiduciairesuisse-fr.ch

- **GENÈVE**
150 membres | fiduciairesuisse-ge.ch

- **GRAUBÜNDEN**
123 membres | treuhandsuisse-gr.ch

- **OSTSCHWEIZ**
204 membres | treuhandsuisse-os.ch

- **TICINO**
89 membres | fiduciairesuisse-ti.ch

- **VAUD**
112 membres | fiduciairesuisse-vd.ch

- **VALAIS**
79 membres | fiduciairesuisse-vs.ch

- **ZENTRALSCHWEIZ**
255 membres | treuhandsuisse-zs.ch

- **ZÜRICH**
695 membres | treuhandsuisse-zh.ch

SEKTION ZÜRICH

Weiterbildung 2022: Unsere beliebte REIHE|WISSEN startet im Januar und FACH|KURSE.

REIHE|WISSEN 2022 – noch einsteigen?

Mit den Modulen TREUHAND, STEUERN und MEHRWERTSTEUER sind Sie über neue Entwicklungen stets auf dem Laufenden – entweder vor Ort oder online. Mit einem Klick einen grossen Teil Ihrer jährlichen Weiterbildungsverpflichtung buchen können Sie [hier](#).

Unsere Themen für den Start am 17. Januar 2022

TREUHAND|WISSEN: Alles rund um die Pensionskasse sowie mögliche Stolpersteine mit **Franziska Bur Bürgin**

STEUER|WISSEN: Verrechnungspreise, aktuelle Gerichtsentscheide, KS 28 SSK –Vermögenssteuerbewertung, Eigenmietwertbesteuerung, Verrechnungssteuer, AHV21, BVG mit **Erich Ettlin**

Ihre Vorteile

- Neue Gesetze, neue Entscheide – praxisnah aufbereitet
- Kurzfristige, topaktuelle Themenfestlegung
- Halbtagestermine für das ganze Jahr festgelegt

FACH|KURSE FRÜHJAHR 2022 – schon angemeldet?

Stockwerkeigentum – Kein Raum für Fehler

15. März 2022 | 15:00 – 17:00 Uhr | Webinar

Referent: Daniel Kienast

Mandate im Zusammenhang mit Stockwerkeigentum souverän zu führen, ist zunehmend anspruchsvoll. Dies macht ein fundiertes und immer breiteres Fachwissen erforderlich. Erfahren Sie in diesem Seminar alles Wissenswertes zum Thema.

→ [Information und Anmeldung](#)

Verrechnungspreise: ein praxisorientiertes Update

22. März 2022 | 13:00 – 16:50 Uhr | Winterthur oder Webinar

Referent: Gerhard Foth

In diesem Kurs werden die verschiedenen Verrechnungsmethoden, ihre korrekte Anwendung und die jeweiligen Dokumentationserfordernisse anhand von konkreten Beispielen dargestellt.

→ [Information und Anmeldung](#)

EU-VAT und die OSS-Registrierungen

31. März 2022 | 13:00 – 16:50 Uhr | Zürich oder Webinar

Referent: Rolf Hoppler

Die Europäische Union hat auf 1. Juli 2021 die Freistellung bei Importverzollungen aus der Schweiz in die EU im Niedrigpreissegment abgeschafft. Schweizer Unternehmen sollten für den Bereich Business-to-Consumer generell eine OSS-Registrierung prüfen. In der EU gibt es denn auch keine Lieferschwelen mehr, wodurch jede Lieferung B2C in ein EU-Land die Registration auslösen kann. Zudem führen auch diverse Dienstleistungen B2C im Land des Kunden zu einer Versteuerungspflicht.

→ [Information und Anmeldung](#)

TREUHAND|SUISSE

Sektion Zürich

Freischützgasse 3

8004 Zürich

Telefon: 044 461 57 70 | Fax: 044 461 57 86

info@treuhandsuisse-zh.ch

www.treuhandsuisse-zh.ch

Nichts verpassen.



TREUHANDRELEVANTE NEUERUNGEN 2022

Die STS Schweizerische Treuhänder Schule bietet ein umfassendes und attraktives Weiterbildungsangebot für Treuhänder*innen. An der Tagung TREUHAND|TAKEOFF und am Seminar Covid-19-Härtefälle und Kredite erhalten Sie aktuelles und relevantes Fachwissen für den Jahresabschluss und die Revision.

Tagung TREUHAND|TAKEOFF 2022

Mit uns bleiben Sie auch im neuen Jahr auf dem aktuellsten Stand! Kompakt und effizient vermitteln Ihnen unsere Referenten die wichtigsten Neuerungen, welche den Treuhändalltag im 2022 betreffen. Die beliebte Tagung TREUHAND|TAKEOFF findet als Präsenzveranstaltung in Zürich, Basel und Bern statt. Zusätzlich wird eine Online-Veranstaltung durchgeführt.

Tagungsprogramm:

- Revisionsrecht | Federico Domenghini
- Rechnungslegung und Revisionspraxis | Benjamin Block
- MWST Neuerungen 2022 | Rolf Hoppler
- Steuerlicher Start ins Jahr 2022 | Joel Gyger
- Arbeitsrecht | Christian Gersbach
- Sozialversicherungen | Ursula Albin

Sichern Sie sich Ihren Platz:

Donnerstag, 20.01.2022 | Hotel Mövenpick Basel

Dienstag, 25.01.2022 | Hotel Schweizerhof Bern



Seminar Covid-19-Härtefälle und Kredite

Welche Problemstellungen ergeben sich im Kontext von Covid-19-Krediten und Covid-19-Härtefällen? Die Teilnehmenden erhalten einen Überblick über aktuelle Fragen rund um den Jahresabschluss und die Revision.

Jetzt anmelden für das Online-Seminar:

Donnerstag, 3. Februar 2022 | Zoom

Wir freuen uns über Ihre Anmeldung. Für Fragen stehen wir gerne unter 043 333 36 66 zur Verfügung.

SCHULTHESS FORUM ERBRECHT 2022

Am 24. März 2022 findet das Forum Erbrecht im Park Hyatt Hotel Zürich oder alternativ online statt.



Am 1. Januar 2023 tritt die Erbrechtsrevision in Kraft. Am Schulthess Forum Erbrecht 2022 erwarten Sie spannende Vorträge zu den Änderungen des Erb- und Eherechts und deren Einfluss aufeinander sowie die Auswirkungen auf die Praxis von Anwaltschaft, Vermögensverwaltung, Treuhand, Notariat und Justiz.

Das Forum behandelt hochaktuelle Themen wie namentlich: Welche Fragen ergeben sich in der Praxis im Erb- und Abstammungsrecht im Zusammenhang mit modernen Familienkonstellationen, wie werden sich bevorstehende Gesetzesänderungen auswirken? Welchen Einfluss hat die Erbrechtsrevision auf Eheverträge und Scheidungskonventionen? Das Leben ohne Trauschein führt dazu, dass die Partner nicht automatisch von gesetzlichen Vorsorge- und Erbrechtsschutzbestimmungen profitieren. Was bedeutet dies für die Nachlassplanung und wie kann der überlebende Partner im Todesfall abgesichert werden? Immer mehr Personen haben ihr Vermögen in mehreren Ländern verteilt. Verschiedene Länder bedeuten verschiedene lokale und internationale Erbrechtsnormen. Es besteht die Gefahr der Mehrfachzuständigkeit und der Anwendung unterschiedlicher Erbrechte. Wie beraten Sie Ihre Mandanten bestmöglich? In der Schweiz soll ein Trustrecht eingeführt werden. Erfahren Sie mehr über

den Gesetzesvorschlag und beteiligen Sie sich an der Diskussion über dessen Vor- und Nachteile.

Erfahrene und versierte Referierende und stellen Ihnen praxistaugliche Lösungsansätze vor. Profitieren Sie vom Fachwissen ausgesuchter Experten und diskutieren Sie mit ihnen unter anderem folgende Praxisfragen:

- Wie Sie Unklarheiten bei der Errichtung letztwilliger Verfügungen vermeiden und welche Fragen sich im Auslegungstreit stellen können.
- Worin ergeben sich die Vorteile der Mediation oder der Schiedsgerichtsbarkeit gegenüber dem staatlichen Verfahren? In welchen Fällen ist der traditionelle Weg der Streiterledigung sinnvoller? Wie finanziere ich einen Prozess, wenn mir die Mittel dazu fehlen?
- Welche Auswirkungen hat die Erbrechtsrevision auf Änderungs- und Schenkungs- (bzw. Zuwendungs-)vorbehalte in Erbverträgen?

Nutzen Sie das Forum auch, um mit Referenten und Kolleginnen und Kollegen ins Gespräch zu kommen und Ihr Netzwerk zu erweitern.

Melden Sie sich gleich an und bringen Sie Ihr Wissen zum Erbrecht auf den neuesten Stand: [Anmeldung](#).

Schulthess Forum Erbrecht 2022

Programm und weitere Informationen:

<https://www.erbrecht-tagung.ch/programm>

Kontakt für Anmeldungen:

veranstaltungen@schulthess.com

Telefon: 044 200 29 29

Impressum:

Rédaction: Communication FIDUCIAIRE|SUISSE

Contact: communication@fiduciairesuisse.ch

Mode de parution: mensuel

Edition 1-22 du 18 janvier 2022

Visitez notre site internet www.fiduciairesuisse.ch

FOLLOW US!



Clôtures de la rédaction NEWS|FLASH 2021

Nr.	Mois	Date de parution	Clôture de la rédaction
2	février	22.02.2022	08.02.2022
3	mars	22.03.2022	08.03.2022
4	avril	19.04.2022	05.04.2022

Wünschen Sie Ihren NEWS|FLASH in deutscher Sprache zu erhalten?

Senden Sie bitte eine E-Mail an:

kommunikation@treuhandsuisse.ch

FIDUCIAIRE|SUISSE est le porte-parole des fiduciaires PME en Suisse, qui apportent à leur tour un soutien à notre épine dorsale économique, les PME suisses. Nous faisons entendre votre voix au niveau national et mettons les fiduciaires en réseau à l'échelle régionale.

FIDUCIAIRE|SUISSE est proche de ses 2'300 membres PME, qui se sentent parfaitement conseillés et pris en charge personnellement. C'est précisément là que nous créons une valeur ajoutée décisive grâce à la formation continue et aux informations.